**Demande de changement d’adresse**

**d’une personne physique**

Ce document est une aide à la constitution du dossier pour une demande de changement d’adresse en ligne d’une personne physique à l’adresse suivante : <https://portail.h3c.org>

En cas de difficultés ou pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter le standard du service inscription du H3C au 01 80 40 75 02 du lundi au vendredi de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00 (heure métropole et hors jours fériés) ou par courriel : inscription@h3c.org

Le dossier est constitué d’une étape préparatoire et de 3 étapes, il est important de n’en manquer aucune. En effet, elles requièrent l’obtention de justificatifs qui permettront d’avancer à l’étape suivante. Il est possible d’enregistrer son dossier et d’y revenir plus tard pour le compléter et le valider.

Vous avez alors un délai de 15 jours pour poursuivre l’enregistrement et le soumettre à validation afin qu’il puisse être étudié par le service inscription du H3C.

|  |  |
| --- | --- |
| Etapes | Liste des documents à fournir |
| Etape préparatoire | * La modification des mentions peuvent concerner :
* Les informations personnelles
* **L’adresse professionnelle**
* Les coordonnées
 |
| Etape 1 – Demande | * Une lettre de demande de modification d’adresse signée avec l’attestation sur l’honneur adressées à :

Madame Christine Guéguen Présidente Haut conseil du commissariat aux comptes104, avenue du Président Kennedy75016 Paris(Modèles joints en annexe 1 et annexe 2) |
| Etape 2 – Justificatif adresse | * Justificatif de l’adresse professionnelle

Si le candidat est : 1. Propriétaire des locaux professionnels : un acte de propriété ou un avis de taxes foncières ou un acte notarié.

Propriétaire via une SCI : un Kbis ou les statuts de la SCI1. Locataire des locaux professionnels : un bail et si nécessaire le règlement de copropriété ou l’autorisation du syndic mentionnant la possibilité d’exercer l’activité de commissaire aux comptes.
2. En possession d’un contrat de prestations de domiciliation
3. Domicilié à une adresse professionnelle identique à l’adresse personnelle : l’obtention d’une attestation du syndic mentionnant l'autorisation d'exercer une profession libérale et un bail

Si le candidat est :1. Propriétaire avec son conjoint ou locataire à deux : fournir une attestation du conjoint autorisant l’usage du domicile à des fins professionnelles
2. Salarié d’une société de commissaire aux comptes déjà inscrite à cette adresse : une attestation de l’employeur certifiant le lieu de l’exercice professionnel.

 (Modèle en annexe 3)1. Salarié d’un cabinet d’expertise-comptable : une attestation de l’employeur certifiant qu'il est expert-comptable et autorisant l’exercice libéral du commissariat aux comptes dans les locaux.

(Modèle en annexe 4) |
| Etape 3- Autres documents | * Tout autre document à l’appui du dossier
 |

**ANNEXE 1**

**Modèle de demande de modification d’adresse (personne physique)**

Madame Christine Guéguen

Présidente

Haut conseil du commissariat aux comptes

104 avenue du Président Kennedy

75016 Paris

***Objet : Changement d’adresse Personne physique***

 A

 Le

Madame la Présidente,

Par la présente, je sollicite mon changement d’adresse en ma qualité de commissaire aux comptes personne physique.

Les informations me concernant qui apparaîtront sur la liste des commissaires aux comptes, sont les suivantes :

Numéro d’inscription :

Civilité: ........................................................................................................................................

Nom............................................................................................................................................

Prénom.......................................................................................................................................

Adresse : .......................................................................................................................................

....................................................................................................................................................

Code Postal : \_ \_ \_ \_ Ville : ..........................................................................................................

Téléphone : \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_

Fax : \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_ \_

E-mail : ......................................................... @ .............................................................................

Site internet : www. .......................................................................................................................

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature :

**ANNEXE 2**

**Attestation sur l’honneur de non incompatibilité**

Je soussigné : Nom ……………………….. Prénom ……………………..

**POSTULANT** à la demande de modification sur la liste des commissaires aux comptes mentionnée au I de l'article L. 822-1 du code de commerce,

* **EXERCE** l’activité de : commissariat aux comptes et : …………………………………………………………………. ………………………………………………………………………………………………………………………..……………………………………………………………………………………………………………………………………………….…………………………………

(listez les autres activités en précisant l’objet, fonction, lieu)

* **ATTESTE** savoir que, conformément aux dispositions de l’article L. 822-10 du code de commerce, les fonctions de commissaire aux comptes sont incompatibles :
* avec toute activité ou tout acte de nature à porter atteinte à son indépendance ;
* avec tout emploi salarié ; toutefois, un commissaire aux comptes peut dispenser un enseignement se rattachant à l'exercice de sa profession ou occuper un emploi rémunéré chez un commissaire aux comptes ou un expert-comptable.
* avec toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée à l’exception, d’une part, des activités commerciales accessoires à la profession d’expert-comptable, exercées dans le respect des règles de déontologie et d’indépendance des commissaires aux comptes et dans les conditions prévues au troisième alinéa de l’article 22 de l’ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l’ordre des experts comptables et réglementant le titre et la profession d’expert-comptable et, d’autre part, des activités commerciales accessoires exercées par la société pluri-professionnelle d’exercice dans les conditions prévues à l’article 31-5 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l’exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé et aux sociétés de participations financières de professions libérales. .
* **ATTESTE** ne pas être actuellement dans l'un des cas d'incompatibilité susvisés,
* **M'ENGAGE** à respecter durant toute ma vie professionnelle les prescriptions de l’article L. 822-10 du code de commerce.

J'affirme avoir eu connaissance des dispositions des articles L. 822-10 à L. 822-13 du code de commerce et m'engage à respecter ces dispositions.

Fait pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à …………………., le ……………

Signature

**ANNEXE 3**

**Exemple d’attestation sur l’honneur de l’employeur d’une société de commissariat aux comptes déjà inscrite à cette adresse**

Je soussigné(e) M/Mme , commissaire aux comptes inscrit sous le numéro  , agissant en qualité de représentant de la société de commissariat aux comptes , inscrite sous le numéro , sise \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (*attention cette adresse doit correspondre à l’adresse d’inscription de la société de CAC*), atteste sur l’honneur que :

* M /Mme est employé(e) de cette société depuis le , et qu’il/elle est autorisé(e) à exercer son activité de commissaire aux comptes dans les locaux, en tant que salarié(e).

 **OU**

* M /Mme est employé(e) de cette société depuis le , et qu’il/elle est autorisé(e) à exercer son activité de commissaire aux comptes, en tant que salarié(e), au sein de notre établissement secondaire sis \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

J'ai connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation.

Pour faire valoir ce que de droit,

Fait à , le

Signature

**Annexe 4**

**Attestation sur l’honneur d’un employeur expert-comptable**

Je soussigné(e) M/ Mme , expert-comptable, agissant en qualité de représentant de la société d’expertise-comptable , inscrit au tableau de l’Ordre des experts-comptables sous le numéro , atteste sur l’honneur que :

* M./Mme est employé(e) de cette société depuis le , et qu’il/elle est autorisé(e) à exercer son activité de commissaire aux comptes dans les locaux à titre libéral, sis\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ .
* Je me suis assuré(e) qu’aucune disposition législative ou contractuelle ne s’y oppose (notamment en application des clauses d’un règlement de copropriété ou d’un bail) ;
* La configuration des locaux me permet de garantir son indépendance et la qualité d’exercice de sa profession (notamment en termes d’archivages et de confidentialité) ;

J'ai connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation.

Pour faire valoir ce que de droit,

Fait à , le

Signature